



Rapport Financier Semestriel

**COMPTES CONSOLIDES
30 JUIN 2022**

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 JUIN 2022**

SOMMAIRE

- I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2022**

- II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES RELATIFS AU
 SECOND SEMESTRE 2022**

- III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2022**
 - III.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

 - III.2 BILAN CONSOLIDE**

 - III.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

 - III.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

 - III.5 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS**

- IV DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU
 RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

I **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

1. Présentation et analyse de la période

Le premier semestre de l'exercice 2022 confirme les tendances du second semestre de l'exercice 2021 soit celles nées du rebond économique et de la sortie graduelle de la crise sanitaire relative à la pandémie du Covid-19. Ces tendances, ajoutées à la cohérence de nos stratégies commerciales et opérationnelles, impactent toutes les régions où le Groupe Keyrus est implanté, à l'exception de la France où la croissance du Groupe demeure timide, malgré les réorganisations successives, lesquelles n'ont pour le moment pas donné les résultats escomptés.

D'autre part, le Groupe a réalisé plusieurs opérations d'acquisitions en France et à l'étranger. Enfin, dans la continuité de l'exercice précédent, des investissements significatifs sont dédiés à la modernisation des outils de gestion de la performance et à la digitalisation des systèmes d'informations du Groupe.

Ainsi, le **Groupe Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2022 de 167,2 M€ contre 141,0 M€ au 30 juin 2021, soit une hausse de 18,6% (13,6% à périmètre et taux de change constants).

Le segment Grands Comptes a enregistré une croissance de chiffre d'affaires au premier semestre de 22,6% (15,8% à périmètre et taux de change constants) par rapport au premier semestre 2021.

L'effet de change sur le premier semestre est de 5,1M€, soit 4,8% d'impact sur le taux de croissance par rapport au premier semestre 2021. L'effet des opérations de croissance externe représente 2,9M€ sur le chiffre d'affaires du premier semestre, soit 2,8% d'impact sur le taux de croissance par rapport au premier semestre 2021.

La croissance organique des Grands Comptes demeure marquée par une dynamique forte des activités nord-américaines. En outre, au cours de ce semestre, la croissance s'est accélérée au Royaume Uni grâce à de nouveaux contrats significatifs démarrés courant 2021. En revanche, la croissance est plus lente en France que dans les autres régions du segment.

À la suite de la cyber-attaque subie en juillet 2021, les investissements relatifs à la modernisation des outils de gestion pour transfert vers le Cloud et à la sécurisation de l'infrastructure Keyrus se sont prolongés en 2022, notamment sur le renforcement du Security Operations Center (SOC) et la digitalisation des applicatifs de gestion.

Les activités Mid-Market conduites par notre filiale Absys-Cyborg ont connu un premier semestre 2022 satisfaisant. La croissance du segment est de 6,7% sur le semestre et la prise de commande est en hausse de 19,2% sur 12 mois glissants.

La part de récurrence contractuelle, représentant 52,6% du chiffre d'affaires, continue de progresser à un rythme plus rapide que le chiffre d'affaires sans récurrence.

Toutefois, au cours du semestre, la société a souffert d'un taux d'occupation inférieur à ses standards impactant la rentabilité du segment comme expliqué plus loin.

La société Azuneeed, portant la solution SaaS de portail de gestion d'employés et détenue par Absys Cyborg, a été cédée à son principal partenaire Sage. Azuneeed avait réalisé un chiffre d'affaires de 174k€ en 2021 et de 158k€ sur le 4 premiers mois de 2022. Cette cession génère une plus-value de 0,4M€ dans les comptes semestriels 2022. Absys Cyborg demeure distributeur de la solution.

Comme indiqué plus haut, le Groupe Keyrus consolide ses opérations de croissance externe en réalisant deux prises de participation majoritaires et significatives au cours du premier semestre 2022.

- **PartnersByu Participações – nom commercial Codeby, en mars 2022**

PartnersByu Participações, société basée au Brésil avec une présence au Portugal, est active dans le e-commerce, la formation, le conseil ainsi que sur la vente d'applications personnalisées. L'investissement dans la société a été réalisé par Keyrus Brésil, intégralement détenue par Keyrus SA. PartnersByu Participações est connue localement et internationalement sous le nom de Codeby.

Fondée en 2014, Codeby propose différents services dont l'implémentation de la plateforme de commerce digital VTEX, l'intégration et maintenance de logiciels, la gestion de la performance des applications de commerce digital ainsi que des conseils techniques spécialisés. La société est localisée à Sao Paulo, emploie actuellement plus de 80 personnes et compte plus de 30 clients mondiaux. Entre 2017 et 2020, le chiffre d'affaires de Codeby a augmenté de 348%, passant de 1 MBRL à 4.8 MBRL.

Keyrus, avec le support du Management de Codeby, a élaboré un plan de développement à long terme afin d'étendre son offre « Digital », en particulier en partenariat avec la plateforme VTEX, tant local qu'international au départ du Brésil avec une cible claire de développement (i) en mode near-shoring, du marché US et (ii) sur base d'équipes locales à constituer, des marchés d'Europe de l'Ouest.

- **CMG Consulting Group, en juin 2022**

Fondé en 2006 à Paris, CMG Consulting Group est un réseau de cabinets de conseil spécialisés en pilotage de projet métier, conseil métier, et conseil en organisation dans les secteurs de la Banque, de la Finance, de l'Assurance et de l'Immobilier.

L'investissement dans CMG Consulting Group représente pour Keyrus une opportunité stratégique de renforcer son pôle Services Financiers et de répondre de manière plus globale aux besoins de transformation de ces secteurs en combinant le savoir-faire métier de CMG Consulting Group aux expertises fonctionnelles et technologiques de Keyrus dans les domaines de la Data et du Digital.

CMG Consulting Group regroupe 4 sociétés et compte plus de 100 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 11,3 M€ en 2021. Le groupe s'est rapidement développé en Europe et a ouvert en 2021 une première filiale au Portugal. CMG Consulting Group accompagne les plus grands établissements bancaires et financiers français. Il dispose de référencements actifs de premier ordre auprès de grands groupes et d'acteurs financiers publics.

Par ailleurs et également en France, Keyrus SA a effectué une prise de participation majoritaire dans la société **Kernel 42** en mai 2022. Kernel 42 est une société Parisienne spécialisée dans le développement de solutions 'Core Business' comme des applications mobiles, de logiciels métiers et plateformes Web. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 M€ en 2021 et emploie une dizaine de salariés.

D'autre part, le Groupe a procédé au rachat intégral des parts détenues par des actionnaires minoritaires au sein des filiales françaises **CloudJungle.io**, **Keyrus Management Régions** et **Livingston**. Par la suite, les dissolutions de ces trois sociétés ont été actées par l'actionnaire unique avant leur fusion au sein de Keyrus SA afin d'optimiser les synergies opérationnelles.

Enfin, Keyrus SA a porté sa participation de 51% à 73% au sein de sa filiale **C17 Engineering**, acquise en janvier 2021.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe Keyrus pour le 1^{er} semestre 2022 se décompose comme suit :

Segment d'activité	30 juin 2022	30 juin 2021
Grands Comptes	129,5	105,6
Mid Market	37,7	35,4
Total	167,2 M€	141,0 M€

3. Analyse des résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2022 s'élève à +5,3M€ contre +3,6M€ au premier semestre 2021 :

- Le résultat opérationnel courant des activités Grands Comptes est en hausse à 4,1M€ (soit 3,2% du chiffre d'affaires) contre 1,2M€ (soit 1,2% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2021
- Le résultat opérationnel courant des activités Mid-Market est en revanche en baisse à 1,2M€ (soit 3,2% du chiffre d'affaires) contre 2,4M€ (soit 6,8% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2021

L'amélioration du résultat opérationnel courant des activités Grands Comptes s'explique principalement par la croissance des activités au Royaume Uni et le redressement des activités en France.

La dégradation de la rentabilité des activités Mid Market est principalement due au recul ponctuel du taux d'occupation et à des investissements en marketing et communication.

Le résultat opérationnel s'élève à +4,3M€ contre +2,7M€ au premier semestre 2021. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents liés à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de certaines fonctions de direction (0,8M€ vs. 0,7M€ au 1^{er} semestre 2021). Le résultat de l'opération de cession d'Azuneed y contribue également à hauteur de 0,3M€

Le coût de l'endettement financier est de 1,0M€ au 1^{er} semestre 2022, en hausse de 0,2M€ par rapport au coût constaté au 1^{er} semestre 2021. Cette hausse s'explique par une augmentation du niveau moyen de dette par rapport à l'année dernière et non par une variation de taux. La hausse des taux impactera en revanche le coût de l'endettement au second semestre en cours.

Le résultat financier intègre notamment d'autres produits et charges financiers pour un montant de +1,9M€ contre +3,2M€ un an auparavant. Ce résultat est constitué notamment de la réévaluation à la juste valeur des titres de participation dans la société Rivery pour 1,5M€ brut contre 2,9M€ l'année dernière (et 1,2M€ net de charges d'impôt), le solde étant principalement constitué des pertes et gains de change ainsi que des produits d'actualisation.

Le résultat avant impôt ressort à 5,1M€, stable par rapport au 1^{er} semestre 2021.

La charge d'impôts totale est de (1,6) M€ contre (1,3) M€ au 30 juin 2021. L'impôt exigible est stable 1,7M€ et le produit d'impôts différés baisse de 0,3M€.

Enfin, le résultat des sociétés mises en équivalence est de -0,4M€ contre -0,1M€ un an auparavant.

En conséquence, le résultat net s'établit à 3,1M€ contre 3,7M€ au 30 juin 2021. Le résultat net part du groupe par action ressort à 12 centimes par action.

4. Analyse des Flux de trésorerie

La trésorerie active s'élève à 41,5M€ contre 36,9M€ au 30 juin 2021.

La dette financière brute (hors put, earn-out, dettes sur acquisitions de filiales et obligations locatives) augmente de 10,9M€ passant de 73,4M€ au 31 décembre 2021 à 84,3M€ au 30 juin 2022.

La dette nette s'élève à 42,8M€ au 30 juin 2022 contre 33,9M€ un an auparavant et 24,8M€ au 31 décembre 2021. Cette hausse de 18,0M€ de la dette nette au premier semestre 2022 est maîtrisée, s'expliquant principalement par :

- Des décaissements liés aux croissances externes et variations de périmètre de 9,8M€ (nouvelles croissances externes, compléments de prix et rachats de minoritaires),
- Une hausse du BFR à la suite du remboursement des reports de charges sociales selon l'échéancier négocié avec l'administration en application des mesures gouvernementales (2,5M€),
- Une saisonnalité récurrente du BFR d'activité.

Il est à noter que le nouveau contrat d'affacturage mis en place sur Keyrus SA et Keyrus Management fin 2021 permet la cession sans recours d'une partie de créances. L'élargissement de ce contrat au périmètre belge au premier semestre a permis d'augmenter de 5,5M€ le portefeuille de créances cédées sans recours.

5. Analyse du Bilan

Les actifs non courants ressortent à 173,2M€ au 30 juin 2022 contre 152,2M€ au 31 décembre 2021. La hausse s'explique principalement par l'impact des acquisitions sur les Goodwills pour 14,7M€, l'écart de change sur les Goodwills pour 2,0M€ et l'ajustement de juste valeur des titres Rivery pour 1,5M€.

Les actifs courants hors trésorerie augmentent à 171,1M€ contre 164,7M€ au 31 décembre 2021.

Les capitaux propres consolidés progressent à 47,4M€ au 30 juin 2022 contre 45,7M€ au 31 décembre 2021.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions comprend des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evénements postérieurs au 30 juin 2022

Le 5 juillet 2022, Keyrus SA a augmenté sa participation dans la société Kernel42 SAS de 60% à 80%.

Le 21 juillet, Keyrus SA a exercé une option d'achat sur les titres des actionnaires minoritaires de sa filiale brésilienne QConsulting afin de détenir 100% de la société.

À la suite des décisions de Keyrus SA, actionnaire unique des sociétés CloudJungle et Keyrus Management Régions en date du 25 juillet 2022, ces deux entités ont été dissoutes et fusionnées au sein de Keyrus SA.

Une décision similaire a été prise pour la filiale Livingston le 30 août 2022. La dissolution de cette entité sera effective au 1^{er} octobre 2022. D'autres filiales françaises du Groupe devraient faire l'objet d'opérations similaires au cours du 4^{ème} trimestre de l'exercice en cours.

D'autre part, les parts d'un actionnaire minoritaire de notre filiale Financière MYBCG ont été rachetées en septembre 2022 et le pourcentage de détention de cette entité par Keyrus SA est passé de 89,15% à 90,74%.

8. Gestion des Risques

Les principaux facteurs de risque sont détaillés dans la section Risques du Rapport de Gestion du groupe, lui-même inclus dans le Rapport Financier Annuel (RFA) 2021, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2022.

Au vu de notre analyse des risques effectuée depuis cette date, il ne nous apparaît pas nécessaire de modifier cette section qui demeure donc d'actualité.

II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2022

Le **segment Grands Comptes** poursuit la consolidation de son portefeuille d'offres - Data Intelligence - Digital Experience – Management & Transformation. Afin de renforcer sa proposition de valeur, le groupe poursuit l'acquisition de ressources clés. Ainsi, le Groupe conforte sa trajectoire stratégique reposant sur la construction d'une offre de services numériques intégrée afin d'accompagner ses clients dans la transformation de leurs 'Data assets' en actions.

Le Management du Groupe veille fortement à la bonne intégration de ses récentes acquisitions en France et en Amérique Latine. Par ailleurs, le retour à une rentabilité satisfaisante sur le marché Français demeure l'une des priorités majeures du Groupe.

Les résultats du premier semestre 2022 des **activités Grands Comptes** confirment la capacité du segment à bénéficier de manière optimale du redémarrage de l'économie mondiale après la crise sanitaire et à préserver ses marges. Keyrus continuera de s'appuyer sur son offre progressivement verticalisée, par branche d'activité, par fonction et/ou par processus métier, afin d'apporter des solutions abouties et efficaces aux enjeux de transformation digitale des entreprises et des organisations.

Keyrus ambitionne de continuer de répondre aux enjeux courants des Grands Comptes en matière de Data Intelligence et de Digital, ainsi qu'à ceux des projets plus innovants de transformation des organisations pour continuer à se rapprocher de l'entreprise dite augmentée, bénéficiant de l'intelligence artificielle pour accélérer ses cycles de décisions et ses adaptations de business model.

Le **segment Mid-Market** porté par notre filiale Absys Cyborg anticipe une stratégie de croissance organique ainsi que le renforcement de la part des revenus récurrents dans le revenu global de notre filiale, solidement ancrée auprès de ses partenaires historiques Sage et Microsoft. Absys Cyborg poursuivra ses investissements autour de ses offres d'éditions de solutions innovantes et d'hébergement de ses clients dans le Cloud Privé.

La stratégie d'Absys Cyborg et de **nos activités Mid Market**, continuera de s'appuyer sur 3 piliers clés : Digitalisation des processus, Qualité et Croissance des revenus récurrents.

Dans la continuité de l'exercice précédent, la société anticipe d'importants investissements pour appuyer ses stratégies en optimisant et en digitalisant sa relation clients, convaincue que ses clients recherchent le plus haut niveau d'expertise autour de ses solutions de gestion. Par conséquent, elle se concentre sur les dossiers à haute valeur ajoutée technique et fonctionnelle.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2022

KEYRUS

III.1 — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2022 6 mois	30/06/2021 6 mois	31/12/2021 12 mois
Chiffre d'affaires	5	167 235	140 998	289 186
Autres produits de l'activité		-53	139	779
Total produits des activités ordinaires		167 182	141 137	289 965
Achats consommés		-58 991	-44 566	-98 739
Charges de personnel	6	-97 686	-87 685	-170 295
Impôts et taxes		-991	-1 197	-2 679
Dotations aux Amortissements	13	-4 499	-5 315	-10 342
Dotations et Reprises aux Provisions et Pertes de valeur		845	1 273	2 035
Autres produits et charges opérationnels courants	7	-546	-36	288
Résultat Opérationnel Courant		5 314	3 610	10 233
Autres produits et charges opérationnels	8	-1 063	-868	-1 916
Résultat Opérationnel		4 252	2 743	8 317
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9	-17	-18	-48
Coût de l'endettement financier brut	9	-1 021	-848	-1 928
Autres produits et charges financiers	9	1 919	3 243	4 100
Résultat avant impôt		5 133	5 120	10 441
Impôts sur le résultat	10	-1 614	-1 306	-4 016
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	11	-377	-112	618
Résultat net		3 142	3 703	7 043
Dont:				
Part du Groupe		1 853	1 569	3 980
<i>Part des minoritaires</i>		1 290	2 134	3 063
Résultat par action		0,12	0,10	0,25
Résultat dilué par action		0,12	0,10	0,25

III.2 — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2022 6 mois	30/06/2021 6 mois	31/12/2021 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 142	3 703	7 043
Autres éléments du résultat global :			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
- Réévaluations au titre des régimes à prestations définies			86
- Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés	-13		-65
- Part des autres éléments du résultat global des entreprises associées mise en équivalence.			68
Sous total des éléments ne devant pas être reclassés	-13		89
Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	1 616	421	1 061
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	-55	-53	-60
Sous total des éléments devant être reclassés	1 561	368	1 001
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	1 548	368	1 090
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4 691	4 071	8 132
<i>Dont part du Groupe</i>	2 943	1 700	4 764
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	1 747	2 371	3 368

III.3 — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Goodwill	12	91 881	70 998	75 575
Immobilisations Incorporelles	13	3 666	6 084	2 992
Immobilisations Corporelles	13	5 698	5 789	5 725
Droits d'utilisation (IFRS 16)	14	35 083	32 054	28 688
Titres mis en équivalence		1 230	1 107	1 628
Autres actifs non courants	15	28 082	28 821	31 389
Impôts différés actifs	10	7 562	6 506	6 219
Total Actif Non Courant		173 201	151 359	152 217
Stocks et en cours	16	21	12	12
Créances clients et autres débiteurs	17	129 662	105 673	115 943
Instruments financiers dérivés actifs			161	197
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	41 458	36 866	48 525
Total Actif Courant		171 141	142 712	164 678
Total de l'actif		344 343	294 072	316 895
PASSIF	Notes	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		12 034	18 637	9 730
Résultat consolidé		1 853	1 569	3 980
Capitaux Propres Part du Groupe		39 070	45 390	38 894
Intérêts minoritaires		8 282	5 430	6 844
Total des capitaux propres		47 353	50 820	45 738
Provisions	19	10 304	10 484	8 051
Passif financiers	20	77 307	49 646	61 566
Obligations locatives (IFRS 16)	20	28 783	26 241	23 390
Impôts différés passifs	10	2 071	1 021	1 325
Total Passif Non Courant		118 464	87 392	94 332
Provisions	19	2 431	2 804	4 403
Passifs financiers	20	38 242	35 289	35 344
Obligations locatives (IFRS 16)	20	7 069	6 347	6 114
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	21	36 673	28 726	40 758
Dettes fiscales et sociales	21	57 354	54 109	55 606
Autres passifs	21	36 757	28 586	34 600
Total Passif Courant		178 526	155 860	176 825
Total du passif		344 343	294 072	316 895

III.4 — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Résultat net	3 142	3 703	7 043
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-1 377	-3 113	-2 203
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	4 458	4 090	8 474
Elim. des profits/pertes sur actualisation des créances en dettes	134	68	-130
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	7	21	47
Plus et moins-values de cession	-1 656	-15	-1 205
Quote-part de résultat liée aux SME	377	112	-618
Elim. des produits de dividendes	-1		
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	51	51	102
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	5 136	4 916	11 509
Coût de l'endettement financier net	1 038	866	1 975
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 393	1 306	4 016
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	7 567	7 088	17 501
Impôts versés	-3 613	-3 006	-4 870
Variation du BFR	-3 660	-7 175	-781
Flux net de trésorerie généré par l'activité	293	-3 093	11 850
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 572	-1 588	-2 834
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-122	21	1
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			1 089
Autres flux liés aux opérations d'investissement	197	28	-9
Dividendes reçus	1		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-458	-881	-903
Incidence des variations de périmètre	-9 559	-1 410	-2 514
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-11 512	-3 830	-5 171
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		-38	155
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Dividendes versés	-869	-76	-111
Rachats et reventes d'actions propres	-29	11	27
Remboursements d'emprunts (y compris dettes locatives)	-19 672	-25 365	-33 273
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	25 265	8 453	18 375
Intérêts financiers nets versés	-1 042	-864	-1 951
Autres flux liés aux opérations de financement	-203	-771	-4 126
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	3 452	-18 651	-20 905
Incidence des variations des cours des devises	653	349	870
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de trésorerie	-7 115	-25 225	-13 356
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	48 493	61 849	61 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	41 379	36 624	48 493

III.5 — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2020	4 241	20 942	16 832	-968	-403	40 645	3 351	43 997
Affectation résultat & reclassement			776		-776			
Incidence des changements de méthodes			-1 107		1 179	72	54	126
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			30	754		784	306	1 090
Résultat 2021					3 980	3 980	3 063	7 043
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			30	754	3 980	4 764	3 368	8 132
Augmentation de capital							193	193
Dividendes distribués							-113	-113
Variation de l'auto détention			27			27		27
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-3 377			-3 377	2 317	-1 060
Put sur intérêts minoritaires			-3 294			-3 294	-2 317	-5 611
Actions gratuites			47			47		47
Autres			10			10	-10	
Solde au 31/12/2021	4 241	20 942	9 944	-214	3 980	38 894	6 844	45 738
Affectation résultat & reclassement			3 980		-3 980			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-68	1 159		1 091	457	1 548
Résultat 2022					1 853	1 853	1 290	3 142
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-68	1 159	1 853	2 943	1 747	4 691
Dividendes distribués							-869	-869
Variation de l'auto détention			-61			-61		-61
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-424			-424	2 947	2 522
Put sur intérêts minoritaires			-2 270			-2 270	-2 387	-4 657
Actions gratuites			7			7		7
Autres			-19			-19		-19
Solde au 30/06/2022	4 241	20 942	11 089	945	1 853	39 070	8 281	47 353

III.6 — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote sur le marché multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2022 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 22 septembre 2022 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2022.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2022 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de **Keyrus** et de ses filiales (ci-après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2022 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2022. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- De ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- De transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- De comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe **Keyrus** dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés au 30 juin 2022 sont identiques à celles retenues pour les comptes au 31 décembre 2021 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2022 et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

Le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2022 :

- Amendements à IAS 1 : classification des passifs en courants ou non courants ; Informations à fournir sur les méthodes comptables ;
- Amendements à IAS 16 : immobilisations corporelles - produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- Amendements à IAS 37 : contrats déficitaires – coûts d'exécution du contrat ;
- Amélioration annuelle des IFRS (cycle 2018-2020) ;
- Amendements à IAS 8 : définition des estimations comptables ;
- Amendements à IAS 12 : impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction ;
- Amendements à IAS 38 : coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS.

Ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait.

Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) **MÉTHODES DE CONSOLIDATION :**

- I. Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.
- II. Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES :**

Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris

pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après réestimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) INTÉRÊTS MINORITAIRES :

Lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit :

- À la juste valeur, comptabilisation d'un goodwill pour le groupe et un goodwill pour les minoritaires
- À la juste valeur, sur la base de la quote-part dans l'actif net identifiable, comptabilisation d'un goodwill pour uniquement pour la quote-part détenue

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application d'IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondant ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) CONVERSION DES COMPTES EXPRIMÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES :

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) CONVERSION DES TRANSACTIONS LIBELLÉES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES :

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il

est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe, sont comptabilisés en immobilisations.

En application d'IAS 38, les frais de développement sont activés s'ils respectent les 5 critères suivants :

- Coût individualisé et mesuré de manière fiable
- Faisabilité technique de fabrication de produit ou du procédé
- Intention de produire et commercialiser ou d'utiliser
- Existence d'un marché ou d'une utilisation interne générant des ressources
- Existence de ressources suffisantes pour mener à bien le projet (techniques et financières)

Mise à jour IAS 38 :

La décision IFRIC publiée en avril 2021 vient compléter une précédente décision IFRIC de mars 2019 – Customer's right to access the supplier's software hosted on the cloud.

L'objet de ces décisions est de déterminer :

- Si le client obtient le contrôle d'une ressource logicielle à comptabiliser en immobilisation incorporelle, ou
- À défaut, si la rémunération des services de configuration/adaptation constituent des charges à comptabiliser à mesure des services de configuration/adaptation ou à différer jusqu'à l'ouverture de la période SaaS.

L'application de ces décisions est complexe et dépend :

- Pour commencer de la société qui doit collecter l'information sur les projets en cours (ou réalisés dans les 4 dernières années) et l'analyser (notamment pour identifier la nature des travaux en vue de séparer ceux qui doivent dans tous les cas être passés en charges –formation, migration de base de données, PMO, communication etc.– des autres pour lesquelles une analyse technique plus approfondie doit être menée) ;
- Et pour le reste de la finalisation des discussions techniques au sein de la profession concernant le traitement comptable des dépenses qui ne font pas partie de celles qui doivent dans tous les cas être comptabilisées en charges listées ci-dessus, ce qui devrait être fait d'ici le 30 juin 2022.

Le Groupe avait déjà pour autant choisi d'appliquer la décision IFRIC dans les comptes annuels 2021.

Tout changement résultant de l'application de cette décision IFRIC est comptabilisé de manière rétrospective en application de la norme IAS 8 sur les changements de méthode comptable.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision pour remise en états des locaux loués est comptabilisée afin de tenir compte de ces coûts de sortie des locaux. En contrepartie, les remises en état des locaux sont activées en immobilisations corporelles et amorties sur la durée prévisionnelle d'utilisation de ces locaux.

Autres immobilisations incorporelles : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Concernant les contrats de location, le groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **GOODWILLS** :

Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations.

Le groupe réexamine, une fois par an, la valeur des écarts d'acquisitions associés à ses UGT (Unité Génératrices de Trésorerie). Le groupe s'assure que la valeur recouvrable des UGT testées excède la valeur nette comptable, incluant les écarts d'acquisition. La valeur recouvrable est déterminée comme la plus élevée entre la valeur d'utilité, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs selon la méthode dite des DCF (discounted cash flows) et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des UGT ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote-part part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS :

Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti.

Une dépréciation est constatée en résultat en cas de perte de valeur durable ou de risque de non-remboursement.

En application de la norme IFRS 9, les titres de participation non consolidés et les autres titres immobilisés sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat à la date de clôture.

9) STOCKS :

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS :

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) TITRES D'AUTOCONTRÔLE :

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) PROVISIONS POUR PENSIONS, INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en

déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) PROVISIONS POUR RESTRUCTURATION :

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) PROVISIONS GARANTIE / RISQUES PROJETS :

Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) INSTRUMENTS HYBRIDES :

Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊT :

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) IMPÔTS DIFFÉRÉS :

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

18) CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Le chiffre d'affaires est reconnu, conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », au moment où le Groupe transfère le contrôle des produits ou service à ses clients soit à une date donnée dans le temps, soit en continu. Le contrôle d'un actif s'entend de la capacité de décider de l'utilisation de celui-ci et d'en tirer la quasi-totalité des avantages résiduels. Ils sont évalués à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus à l'avancement.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus et selon la méthode d'avancement des coûts car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services ou prestations.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

Le groupe réalise une analyse du revenu selon IFRS 15 en fonction des différentes catégories de chiffre d'affaires.

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services. Le Groupe agit comme un principal s'il contrôle le bien ou le service avant son transfert au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute. Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent. Dans ce cas, le Groupe n'a pas la responsabilité première de l'exécution du contrat, n'a ni le risque de stock, ni la maîtrise des prix et n'a pas d'apport technologique à la solution vendue.

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents biens et/ou services. Lorsque ces activités transfèrent au client le contrôle d'un service ou d'un bien distinct dont le client peut bénéficier indépendamment des services récurrents, elles sont traitées comme des obligations de performance distinctes et le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments selon sa nature.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs obligations de performance, le prix est alloué à chacune d'elles soit sur la base de son prix de vente individuel, soit sur la base du coût de revient majoré.

19) RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL :

Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

20) COÛT DE FINANCEMENT :

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

21) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur par le compte de résultat. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

22) DROITS D'UTILISATION

Le groupe évalue si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location à la date d'entrée en vigueur du contrat.

Les contrats de location sont reconnus à l'actif comme un droit d'utilisation et au passif comme une dette (obligation locatives). Chaque paiement de loyer est réparti entre la dette et le coût financier. Le coût financier est imputé au résultat au cours de la période de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif pour chaque période.

L'actif « Droits d'utilisation » relatif aux contrats de location comprend initialement le montant de l'obligation locative. Concernant les locations de véhicules, le groupe recherche la composante locative des composantes non locatives. Les composantes non locatives sont comptabilisées selon leur nature en charges. Le droit d'utilisation relatif aux contrats de location est amorti sur la durée de la location, sauf pour les contrats de location qui comprennent pour une option d'achat qu'il est raisonnablement certain que le groupe va exercer, dans ce cas la durée d'amortissement retenue pour le droit d'utilisation est la durée de vie du bien.

Les actifs et les passifs issus du contrat de location sont initialement mesurés sur la base de la valeur actualisée. Les passifs de location comprennent la valeur actualisée nette des paiements de location. Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat. La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond en général à la durée ferme du contrat sauf si une intention de renouveler ou de résilier le contrat est raisonnablement certaine.

Les paiements de loyers sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal du preneur. Ce dernier représente le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires pour obtenir un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire avec des conditions similaires. Ces taux d'actualisation ont été déterminés par pays, selon la nature du sous-jacent (bureaux, voiture) et en tenant compte des durées de vie des contrats.

Les paiements associés aux locations à court terme et à la location d'actifs dont le bien sous-jacents est de faible valeur sont comptabilisés selon la méthode linéaire comme une charge. Les locations à court terme sont des locations d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent l'équipement informatique et les petits meubles de bureau dont la valeur est inférieure à \$5000.

Le groupe a recours à trois natures de contrats de locations :

- Contrats de location immobiliers : Le groupe loue des bureaux. Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent des modalités différentes. Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 2 et 9 ans.
- Contrat de location de véhicules : Le groupe loue des véhicules. Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 2 et 4 ans.
- Contrats de location de matériel informatique : Le groupe loue également quelques équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes). Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 3 et 6 ans.

23) OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS :

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- I. La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- II. La juste valeur des actions gratuites attribuées a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- III. Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.
- IV. La juste valeur des options a été déterminée en tenant compte des caractéristiques contractuelles de celles-ci (prix d'exercice, période d'exercice), des hypothèses de rentabilité des sous-jacents lors de l'exercice et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) SECTEURS OPÉRATIONNELS :

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- I. Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- II. Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et

III. Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) **RÉSULTAT PAR ACTION :**

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) **POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS :**

En matière de risque de change la majeure partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Toutefois, un contrat significatif est réalisé au Brésil pour être facturé en dollars US. Dans ce contexte la société a contracté une couverture de change euro/real sous la forme de contrats SWAP mensuels.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est principalement à taux variable. La situation de taux directeurs particulière avec un Euribor 3 mois négatif renchérit le coût de couverture. Dans le contexte la société n'a pas contracté de couverture de taux mais entretient une veille active sur les conditions de couverture.

27) **ENGAGEMENTS DE RACHATS DE MINORITAIRES :**

Lors de ses opérations de croissance externe, le Groupe peut être amené à consentir une option de vente de titres à un minoritaire ou « Put sur Intérêts minoritaires ». Chaque contrat présente des caractéristiques qui lui sont spécifiques mais, le put entraîne toujours l'obligation pour le Groupe d'acheter les titres détenus par le minoritaire à un prix d'exercice spécifié (fixe ou variable) et à une date future (ou sur une période spécifiée) si le minoritaire exerce son option de vente.

A la date d'octroi, le Groupe considère que les intérêts minoritaires, classés en capitaux propres avant la vente du put, ne répondent plus à la définition d'un instrument de capitaux propres selon IAS 32 puisqu'ils deviennent remboursables en trésorerie par l'effet du put. Par conséquent, à cette date, le Groupe comptabilise une dette évaluée à la valeur actuelle la plus probable du prix d'exercice de l'option de vente en déduction des Intérêts minoritaires, à hauteur de la valeur consolidée des titres objet du put sur intérêts minoritaires ; et pour le solde, en déduction des Capitaux propres - Part du groupe.

Lors des clôtures suivantes, le Groupe réévalue la dette de Put. Les variations ultérieures de cette dette sont comptabilisées en fonction de leur nature :

- L'effet de la désactualisation est comptabilisé en charges financières ;
- Le changement de la valeur estimée du prix d'exercice est comptabilisé intégralement en Capitaux propres - Part du groupe.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

Le 5 juillet 2022, Keyrus SA a augmenté sa participation dans la société Kernel42 SAS de 60% à 80%.

Le 21 juillet, Keyrus SA a exercé une option d'achat sur les titres des actionnaires minoritaires de sa filiale brésilienne QConsulting de détenir 100% de la société.

À la suite des décisions de Keyrus SA, actionnaire unique des sociétés CloudJungle et Keyrus Management Régions en date du 25 juillet 2022, ces deux entités ont été dissoutes et fusionnées au sein de Keyrus SA.

Une décision similaire a été prise pour la filiale Livingston le 30 août 2022. La dissolution de cette entité sera effective au 1^{er} octobre 2022. D'autres filiales françaises du Groupe devraient faire l'objet d'opérations similaires au cours du 4^{ème} trimestre de l'exercice en cours.

D'autre part, les parts d'un actionnaire minoritaire de notre filiale Financière MYBCG ont été rachetées en septembre 2022 et le Pourcentage de détention de cette entité par Keyrus SA est passé de 89,15% à 90,74%.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs –particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période.

Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des compléments de prix et des engagements de rachat de minoritaires, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe relativement aux flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

1. Gestion de la pandémie liée au virus COVID-19

L'émergence du virus COVID-19 au début de l'exercice 2020 puis son expansion ont affecté l'activité économique des exercices 2020 et 2021.

Du fait des évolutions de la pandémie, nous avons continuellement adapté les dispositifs mis en place par le Groupe. Nous demeurons extrêmement attentifs aux évolutions potentielles et sommes en mesure de réactiver ces dispositifs aujourd'hui allégés, à tout moment.

Le détail de ces dispositifs et leurs évolutions sont disponibles au sein de notre rapport de gestion relatif à l'exercice 2021.

2. Evolutions de périmètre

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre 2022 au sein du périmètre de consolidation, résultent des événements suivants :

- En juin 2022, Keyrus SA a procédé à l'achat de 81.62% des parts de CMG Consulting Group, ainsi que ses filiales CMG Conseil, CMG Advisory, AMO conseil et Axco Portugal. CMG Consulting Group est un réseau de cabinets français de conseil spécialisés en pilotage de projet métier, conseil métier, et conseil en organisation dans les secteurs de la Banque, de la Finance, de l'Assurance et de l'Immobilier. Le cabinet compte une centaine de collaborateurs et réalise en 2021 plus de 11M€ de chiffre d'affaires.
- En mars 2022, Keyrus Brésil, intégralement détenue par Keyrus SA, a procédé à l'achat de 51% du capital de Partnersbyu Participações, elle-même détentrice de 100% du capital de la société Ecomfy Tecnologia e Desenvolvimento. La société, connue sous le nom de Codeby, est basée à Sao Paulo, Brésil et dispose d'un bureau au Portugal. Codeby est active dans le e-commerce, la formation et le conseil ainsi que sur la vente d'applications personnalisées. La société compte environ 80 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 2M€ en 2021.
- En mai 2022, Keyrus SA a acquis 60% du capital de Kernel42, société Parisienne spécialisée dans le développement d'applications mobiles, métiers, de logiciels et plateformes Web. Cette société réalise un chiffre d'affaires de plus de 1M€ et compte une dizaine de collaborateurs.

D'autre part, Keyrus SA a procédé au rachat de parts minoritaires au sein de certaines filiales, intégralement pour CloudJungle, Keyrus Management régions et Livingston et partiellement pour C17 Engineering.

Le montant total des investissements dans le cadre des évolutions de périmètre (nouvelles participations, rachats de minoritaires et compléments de prix cumulés) s'élève à 12 M€ au 30 juin 2022.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2022 comprend les sociétés suivantes :

Zone Europe

Nom des sociétés au 30/06/2022	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
KEYRUS SA	Paris	31 décembre	Société consolidante		IG	-
FRANCE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Management	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Management Régions	Lyon	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Kadris Group	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Kadris Consultants	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Life Science Innovation	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Yunicorns	Paris	31 décembre	53%	53%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
CloudJungle.io	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Equinoxes France	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Opsky	Paris	31 décembre	76%	76%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Livingston	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Xiomega Consulting	Villeurbanne	31 décembre	75%	75%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Lynx Partners	Paris	31 décembre	89%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Financière MyBCG	Paris	31 décembre	89%	89%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Mozzaik365	Paris	31 décembre	34%	38%	MEE	01/01/2022 - 30/06/2022
C17 Engineering	Paris	31 décembre	73%	73%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Hardcore Developer School	Paris	31 décembre	76%	76%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
B&C Technologie Holding	Paris	31 décembre	25%	25%	MEE	01/01/2022 - 30/06/2022
B&C Technologie Filiale	Paris	31 décembre	23%	23%	MEE	01/01/2022 - 30/06/2022
B&C Technologie	Paris	31 décembre	23%	23%	MEE	01/01/2022 - 30/06/2022
Donatis	Paris	31 décembre	23%	23%	MEE	01/01/2022 - 30/06/2022
Up Génération	Paris	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
CMG Consulting	Paris	30 avril	82%	82%	IG	30/06/2022 - 30/06/2022
CMG Conseil	Paris	31 décembre	82%	82%	IG	30/06/2022 - 30/06/2022
CMG Advisory	Paris	31 décembre	82%	82%	IG	30/06/2022 - 30/06/2022
AMO Conseil	Paris	31 décembre	82%	82%	IG	30/06/2022 - 30/06/2022
Wave Holding	Paris	31 décembre	56%	56%	IG	30/06/2022 - 30/06/2022
Kernel 42	Paris	31 décembre	60%	60%	IG	02/05/2022 - 30/06/2022
Absys Cyborg	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Idoowa	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Azuneed	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/04/2022
Les Editions Compagnons	Issy Les Moulineaux	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
BENELUX	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Life Science SA	Waterloo - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus GEP SA	Waterloo - Belgique	31 décembre	90%	90%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus NV	Strombeek-Bever - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Management NV	Strombeek-Bever - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Absys Cyborg SPRL	Waterloo - Belgique	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Luxembourg SA	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
EUROPE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Group Limited	Londres - RU	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus UK Ltd	Londres - RU	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Spain S.L.	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Consultadoria Portugal	Lisbonne - Portugal	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Axco Portugal	Porto - Portugal	31 décembre	82%	82%	IG	30/06/2022 - 30/06/2022
Keyrus (International) SA	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
MDEF SARL	Val de Travers - Suisse	31 décembre	100%	100%	IG	02/05/2022 - 30/06/2022

Autres Zones

Nom des sociétés au 30/06/2022	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
KEYRUS SA	Paris	31 décembre	Société consolidante		IG	-
AFRIQUE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Equinoxes SA	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Tunisie SARL	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	90%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
KeyrusData SA	Casablanca - Maroc	31 décembre	60%	60%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus (Mauritius) Ltd.	Quatre Bornes - Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
MOYEN-ORIENT	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus (Israël) Ltd.	Tel Aviv - Israël	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Vision BI Ltd.	Tel Aviv - Israël	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Middle East DMCC	Dubai - EAU	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Middle East Software Trading LLC	Dubai - EAU	31 décembre	80%	49%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
AMERIQUE DU NORD	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Canada Inc.	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Talents Inc.	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Medqualis Inc.	Montréal - Canada	31 décembre	78%	78%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus USA Inc.	New York - USA	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Impetus LLC	New York - USA	31 décembre	54%	60%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Staunch Technologies	New York - USA	31 décembre	65%	65%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Life Science Inc.	New York - USA	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Bigo USA Inc	Chicago - USA	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
AMERIQUE LATINE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Brazil (Servicos de Informatica)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Colombia S.A.S	Bogota - Colombie	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Qconsulting	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
PartnersByu Participacoes Ltda.	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	51%	51%	IG	03/03/2022 - 30/06/2022
Ecomfy Tecnologia Ltda.	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	51%	51%	IG	03/03/2022 - 30/06/2022
IT Performa SAS	Bogota - Colombie	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
IT Performa SAC	Lima - Perou	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Bigo Consulting SA de CV	Guadalajara - Mexique	31 décembre	51%	51%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
ASIE	Ville	Date de clôture des comptes sociaux	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	Période de consolidation
Keyrus Singapore PTE.Ltd.	Singapour	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyson EPM Asia Pte Ltd.	Singapour	31 décembre	55%	55%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus China	Shanghai - Chine	31 décembre	70%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022
Keyrus Vietnam	Ho Chi Minh City - Vietnam	31 décembre	100%	100%	IG	01/01/2022 - 30/06/2022

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM).

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- Du « résultat opérationnel » tel que défini en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- Des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

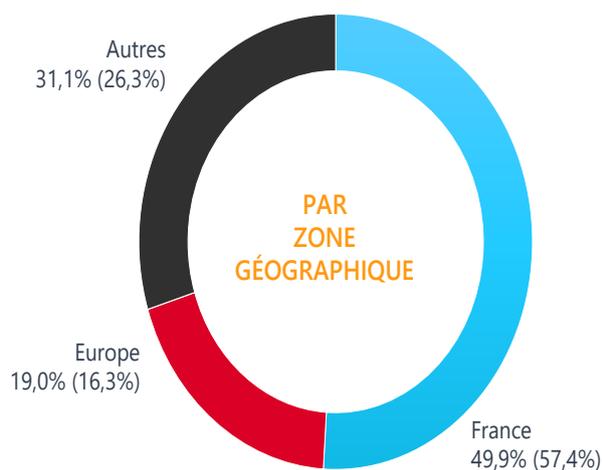
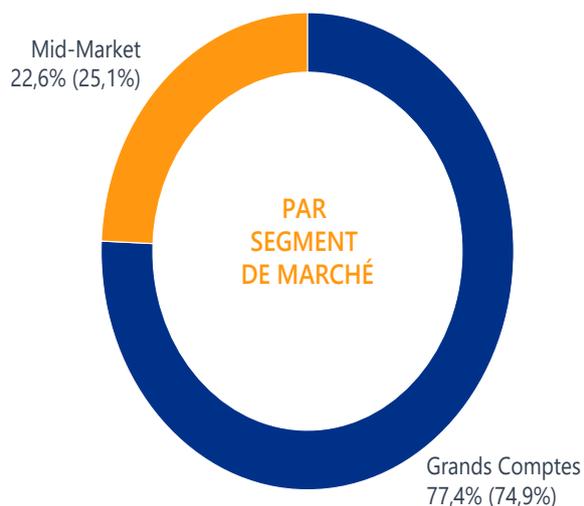
Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe. Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

en Milliers €	30/06/2022			30/06/2021			31/12/2021		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	129 468	37 767	167 235	105 600	35 397	140 998	220 160	69 026	289 186
Total produits des opérations	129 468	37 767	167 235	105 600	35 397	140 998	220 160	69 026	289 186
Résultat Opérationnel Courant	4 093	1 221	5 314	1 218	2 392	3 610	5 488	4 744	10 233
Autres produits et charges opérationnels	-1 224	162	-1 063	-759	-109	-868	-1 813	-103	-1 916
Résultat Opérationnel	2 869	1 383	4 252	459	2 283	2 743	3 675	4 641	8 317

en Milliers €	30/06/2022				30/06/2021				31/12/2021			
	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total
Bilan :												
Actifs												
Goodwills	76 536	15 345		91 881	55 307	15 691		70 998	59 884	15 691		75 575
Immobilisations nettes	34 618	9 828		44 446	31 787	12 277	-136	43 928	26 193	11 212		37 405
Actifs sectoriels	112 816	38 318	-21 450	129 684	89 704	34 176	-18 195	105 685	95 313	31 563	-10 920	115 955
Autres Actifs	72 659	7 133	-1 459	78 332	71 674	3 247	-1 459	73 461	74 826	14 592	-1 459	87 959
Total des actifs consolidés	296 629	70 624	-22 910	344 343	248 471	65 391	-19 790	294 072	256 216	73 058	-12 379	316 895

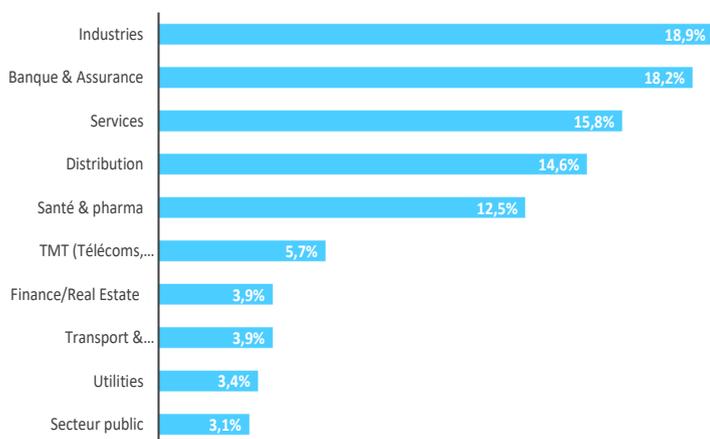
La décomposition par secteur et par géographie du chiffre d'affaires se décline comme suit :

En % du chiffre d'affaires	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
France	49,9%	57,4%	53,7%
Europe hors France	19,0%	16,3%	16,5%
Autres	31,1%	26,3%	29,8%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%



Ventilation par secteur d'activité

	30,06,2022	30,06,2021
Industries	18,9%	19,0%
Banque & Assurance	18,2%	17,8%
Services	15,8%	15,6%
Distribution	14,6%	13,4%
Santé & Pharma	12,5%	12,8%
TMT (Telecoms, Médias & Tech.)	5,7%	8,0%
Finance / Real Estate	3,9%	2,2%
Transport & Logistique	3,9%	4,8%
Secteur Public	3,1%	2,9%
Utilities	3,4%	3,5%



Note 6 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Salaires et traitements	73 060	65 495	127 964
Charges sociales	21 689	20 287	38 847
Autres charges de personnel	2 783	1 747	3 209
Engagements retraites	145	138	251
Rémunérations payées en actions	8	18	25
TOTAL	97 686	87 685	170 295

Au premier semestre 2022, un Crédit Impôt Recherche d'un montant actualisé net de 2,3M€, a été comptabilisé en diminution des charges de personnel, contre 2,2M€ au premier semestre 2021.

Effectifs	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Effectif opérationnel	2 273	2 100	2 124
Effectif commercial et administratif	576	538	520
Total effectif	2 849	2 638	2 644

Les effectifs salariés présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Autres charges opérationnelles courantes	-767	-172	180
Autres produits opérationnels courants	220	136	108
Autres produits et charges opérationnels courants	-546	-36	288

La hausse de ce poste s'explique par le passage en pertes de créances non recouvrables par Keyrus SA pour 0,5M€. Ces créances étaient déjà dépréciées à 100% et une reprise du même montant est prise en compte dans la dépréciation du poste clients (voir note 17).

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Charges de réorganisation	-797	-679	-1 212
Résultat de cession d'actifs	389	29	13
Autres	-655	-217	-717
Autres produits et charges opérationnels	-1 063	-868	-1 916

Le résultat non courant prend en compte une plus-value de 0,36M€ relative à la cession d'Azuneed.

Les charges de réorganisation concernent principalement Keyrus SA. Les autres charges incluent notamment les frais liés aux opérations de croissance externe et les impacts de la renégociation de contrats de location (application norme IFRS16).

Note 9 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Intérêts et autres produits financiers	-17	-18	-48
Total produits financiers	-17	-18	-48
Intérêts et charges assimilées	1 021	848	1 928
Total Charges financières	1 021	848	1 928
Coût de l'endettement financier net	-1 038	-866	-1 975

en milliers d'€	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Gains de change	1 532	382	1 846
Produits de désactualisation sur créances d'exploitation	316	132	579
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente	1 419	2 930	1 856
Variation justes valeurs de dettes financières			
Autres produits financiers	301	35	1 478
Total produits financiers	3 569	3 479	5 760
Pertes de change	1 196	113	1 288
Autres charges financières	455	123	372
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente			
Total Charges financières	1 650	236	1 659
Autres produits et charges financiers	1 919	3 243	4 100

Les produits financiers comprennent un profit de désactualisation des instruments financiers et du Crédit Impôt Recherche (CIR) pour 0,3M€. La juste valeur des titres non consolidés, et en particulier celle relative aux titres de Rivery.io, a été réévaluée selon la méthodologie recommandée par IFRS9. Cela conduit à comptabiliser un produit financier de 1,47M€, et une charge d'impôt différé de 0,22M€.

Note 10 – Impôts

Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Impôt différé	108	485	175
Impôt exigible	-1 722	-1 791	-4 191
Charge (-) ou produit (+) d'impôt	-1 614	-1 306	-4 016

La charge d'impôt exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,4M€ au 30 juin 2022 (identique au montant comptabilisé au 30 juin 2021 et égale à 0,8M€ au 31 décembre 2021).

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Résultat avant impôts	4 756	5 009	11 059
Taux théorique d'imposition	25,00%	28,00%	26,50%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	1 189	1 402	2 931
Rapprochement :			
Différences permanentes	-1 103	-1 386	-1 173
Activation (-) ou Annulation (+) des impôts différés nés sur exercices antérieurs			
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	962	878	1 523
Impact du report variable			
Effet des différences de taux d'imposition	233	-201	-274
Crédit d'impôt et CVAE (1)	319	322	602
Titres mis en équivalence	94		-164
Autres	-80	291	572
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	1 614	1 306	4 016
Taux effectif d'impôt	33,93%	26,08%	36,32%

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 319K€ (322K€ en 06-2022)

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale du groupe depuis le 1^{er} janvier 2001.

Au 1^{er} janvier 2022, le groupe d'intégration fiscale est composé des sociétés suivantes : Absys-Cyborg, Azuneed, Idoowa, Les Editions Compagnons, Keyrus Management, Keyrus Management Régions, Up Génération, Keyrus Biopharma Innovation, Kadris Group et Kadris Consultants.

Dans le cadre de cette intégration, les relations entre les sociétés membres et la société tête de groupe (Keyrus SA) sont régies par une convention dont le principe général est le suivant :

- Toutes les dispositions ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, cette dernière se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Impôts différés au bilan

En milliers d'euros	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Impôts différés actifs :			
- impôts différés activables *	23 335	22 421	21 340
- dont non reconnus	15 773	15 915	15 121
Impôts différés actifs reconnus	7 562	6 506	6 219
Impôts différés passifs	2 071	1 021	1 325
Impôts différés nets	5 491	5 485	4 893

* Les impôts différés activables sont évalués sur la base des déficits reportables, des différences temporaires fiscales et des différences temporelles de consolidation.

Le Groupe a choisi de limiter le montant des actifs d'impôts différés reconnus au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le tax planning des cinq années suivantes. Au total, le groupe dispose de déficits reportables cumulés de 73,1M€.

Les impôts différés actifs et passifs pour une même entité sont compensés dans la présentation bilancielle.

Note 11 – Quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont le celles appartenant au groupe Black Tiger (B&C Technologies) et la société Mozzaïk365.

Note 12 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2021	70 308
Acquisitions	5 306
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	1 389
Au 31 décembre 2021	77 002
Acquisitions	14 666
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	-346
Autres variations et ajustements	1 986
Au 30 juin 2022	93 308
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2021	-1 427
Dotation de l'exercice	
Au 31 décembre 2021	-1 427
Dotation de l'exercice	
Au 30 juin 2022	-1 427
Montant net comptable au 30 juin 2022	91 881
Au 31 décembre 2021	75 575

Les écarts d'acquisition comptabilisés au cours du premier semestre résultent des acquisitions réalisées au cours du premier semestre 2022.

Au 30 juin 2022, les allocations des écarts d'acquisition de Bigo, Codeby, Kernel42 et CMG sont provisoires. Les écarts d'acquisitions comptabilisés au 30 Juin 2022 représentent 14,7M€.

Les autres variations et ajustements de 1,6M€ correspondent principalement à des écarts de change sur les goodwill et à la cession d'Azuneed.

A ce stade, il n'y a pas de nouvel écart d'évaluation significatif identifié.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Grands Comptes	76 536	55 307	59 884
Middle Market	15 345	15 691	15 691
TOTAL	91 881	70 998	75 575

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Le management n'a pas identifié d'indices de pertes de valeur le conduisant à réaliser des tests d'impairment sur les UGT au 30 Juin 2022.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2021	6 087	6 065	12 152	59 896	59 896
Acquisitions	357	496	853	1 826	1 826
Cessions/Mises au rebut	-3	-169	-172	-298	-298
Variation de périmètre	83	181	264	271	271
Incidence des changements de méthodes	-923	-2 260	-3 183		
Ecart de change	135	53	188	401	401
Reclassement	288	-44	244	-29	-29
Au 1er janvier 2022	6 025	4 322	10 347	62 066	62 066
Acquisitions	198	614	812	756	756
Cessions/Mises au rebut	-59		-59	-99	-99
Variation de périmètre	-357	632	275	255	255
Incidence des changements de méthodes					
Ecart de change	38	81	119	190	190
Reclassement	2	-2 293	-2 291	-45 073	-45 073
Au 30 juin 2022	5 848	3 355	9 203	18 095	18 095
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2021	3 048	2 876	5 924	18 551	18 551
Charge d'amortissement de l'exercice	639	823	1 462	8 880	8 880
Cessions/Mises au rebut		-4	-4	-182	-182
Variation de périmètre	70	96	166	159	159
Incidence des changements de méthodes	-331		-331		
Ecart de change	120	16	136	273	273
Reclassement				-29	-29
Au 1er janvier 2022	3 546	3 808	7 354	27 653	27 653
Charge d'amortissement de l'exercice	248	323	571	981	981
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut	-59	-1 468	-1 527	-77	-77
Variation de périmètre	-69		-69	92	92
Ecart de change	44	-36	8	133	133
Reclassement	725	-1 526	-801	-16 385	-16 385
Au 30 juin 2022	4 436	1 101	5 537	12 397	12 397
Montant net :					
Au 30 juin 2022	1 412	2 254	3 666	5 698	5 698
Au 31 décembre 2021	2 478	514	2 993	34 413	34 413

Note 14 – Locations et droits d'utilisation

L'incidence de l'application de la norme IFRS 16 sur les principaux éléments du compte de résultat est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Dépréciation des Droits d'utilisation relatifs :			
Autres immobilisations incorporelles		-134	-134
Constructions	-2 327	-2 718	-5 348
Autres immobilisations corporelles	-620	-841	-1 646
Total des Dotations inclus dans les Dotations aux Amortissements	-2 947	-3 693	-7 127
Charges d'intérêt inclus dans le Coût de l'Endettement Net	-177	-252	-478
Montant des loyers annulés du Résultat Opérationnel Courant	3 400	2 937	7 097
Autres impacts en Résultat Opérationnel	99		
Impact sur EBITDA	3 400	2 937	7 097
Impact sur le résultat opérationnel du retraitement IFRS16	553	-755	-31
Impact sur le résultat financier du retraitement IFRS16	-177	-252	-478
Impact sur le résultat net avant impôts du retraitement IFRS16	376	-1 007	-509

Dans le tableau de flux de trésorerie, les décaissements de loyers sont présentés en flux de trésorerie liés aux activités de financement sur la ligne Remboursement d'emprunts et en Intérêts financiers versés.

Des impôts différés sont reconnus lorsqu'il existe une différence temporelle.

Les Dettes sur obligations locatives sont présentées au passif de l'Etat de la situation financière, dans la rubrique des Emprunts et dettes financières. Leur variation sur l'exercice est détaillée dans la Note 20 – Passifs financiers ligne « Obligations locatives (IFRS 16) ».

Les actifs du contrat sont présentés dans l'Etat de la situation financière à l'actif selon la nature du sous-jacent du Droits d'utilisation. Leur variation sur le semestre est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Valeur à l'ouverture	Acquisitions/ amortissements	Variation de périmètre	Cessions/Mises au rebut	Reclas.	Changement de méthode	Ecart de Conversion	Solde de clôture
Valeur brute								
Autres immobilisations incorporelles	801							801
Constructions	40 808	2 987	10 402	-1 407	-5 040		145	47 895
Autres immobilisations corporelles	5 128	313		-821	-228		8	4 400
Valeur brute	46 737	3 300	10 402	-2 227	-5 268		153	53 097
Amortissements								
Amt/Dép. autres immos incorp.	-801							-801
Amt/Dép. constructions	-13 662	-2 327	-1 297	1 397	1 902		-114	-14 101
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	-3 585	-620		808	295		-10	-3 112
Amortissements	-18 049	-2 947	-1 297	2 205	2 197		-123	-18 014
Valeur nette comptable à la clôture	28 688	353	9 104	-22	-3 071		30	35 083

Les autres immobilisations corporelles sont composées essentiellement des droits d'utilisation sur les véhicules.

Note 15 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2020	29 517	225	29 292
Augmentation	604		604
Remboursement	-1 495		-1 495
Variation de périmètre	53		53
Reclassement et Autres variations	3 064	130	2 934
Solde au 31/12/2021	31 745	355	31 389
Augmentation	4 573		4 573
Remboursement	-287		-287
Variation de périmètre	107		107
Reclassement et Autres variations	-7 710	-9	-7 700
Solde au 30/06/2022	28 429	346	28 082

En milliers d'€	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Dépôt de garantie et prêts	8 008	8 218	6 894
Titres de participations non consolidés	6 718	5 160	5 390
Autres créances part à plus d'un an	13 357	15 443	19 106
TOTAL	28 082	28 821	31 389

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de Crédit d'Impôt Recherche des deux derniers exercices et du premier semestre 2022 (13,1M€).

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 16 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Marchandises	21	12	12
Total au coût	21	12	12
Dépréciation à l'ouverture			
Variation			
Ecart de conversion			
Dépréciation à la clôture			
TOTAL NET	21	12	12

Note 17 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Créances clients	84 588	76 358	80 495
Dépréciation sur créances clients	-2 028	-2 447	-2 481
Montant net des créances clients	82 560	73 911	78 014
Autres débiteurs nets	31 513	18 928	23 988
Charges constatées d'avance	15 589	12 834	13 941
TOTAL	129 662	105 673	115 943

Les autres débiteurs nets comprennent principalement des créances fiscales, le Crédit Impôt Recherche (8,4M€), ainsi que des créances de CICE (1,5M€) remboursables à moins d'un an.

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Echéances			
Non échues	60 802	54 106	55 176
Entre 0 et 30 jours	11 172	7 846	11 484
Entre 31 et 60 jours	4 762	5 027	4 677
Entre 61 et 90 jours	2 741	2 541	2 514
Entre 91 et 180 jours	1 541	2 657	4 208
Entre 181 et 360 jours	3 572	4 181	2 435
TOTAL	84 588	76 358	80 495

Une provision pour dépréciation a été constatée à hauteur de 2,0M€ (2,5M€ à fin 2021). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés d'irrécouvrabilité et de pertes de crédit attendues selon IFRS9. La baisse sur le semestre de 0,5M€ est exclusivement liée au passage en perte de créances pour 0,5M€ sur Keyrus SA

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Équivalents de trésorerie	590	390	3 095
Trésorerie	40 868	36 477	45 430
TOTAL	41 458	36 866	48 525

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	41 458	36 866	48 525
Découverts bancaires	-77	-186	-30
Autres	-2	-56	-2
Trésorerie du tableau des flux	41 379	36 624	48 493

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques bénéficiant de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 19 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés et correspondent à :

- Des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
Ou
- Des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Tableau de variation des provisions

En milliers d'€	31/12/2021	Variation de périmètre	Effet de l'écart de change	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	OCI	Reclassement	30/06/2022
Provisions pour risques & charges *	4 783	26	170	439	-183			1 641	6 875
Provisions pour engagement retraite	3 268		-1	162					3 429
Provisions non courantes	8 051	26	169	601	-183			1 641	10 304
Provisions pour risques & charges	4 403		6	353	-418	-272		-1 641	2 431
Provisions courantes	4 403		6	353	-418	-272		-1 641	2 431

Les provisions pour risques et charges incluent essentiellement :

- Les provisions pour risques et charges, litiges sociaux et prud'homaux : 6.764 K€
- Les provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 2.538 K€
- Les provisions pour engagements de retraite : 3.429 K€

Provisions pour risques & charges, litiges sociaux et prud'homaux :

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dans différentes régions, dont certains peuvent donner lieu à redressement. Enfin, certains risques n'ayant pas encore été concrétisés par un litige ouvert peuvent être provisionnés au regard d'un montant évaluable de manière fiable et d'un risque d'occurrence important. Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction du Groupe et ses conseils.

Passifs éventuels :

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe peut intervenir dans des domaines sensibles tels que la banque ou la santé. Dans ces domaines d'activité, la nature des travaux que conduisent les équipes du Groupe peuvent conduire à des litiges à la suite d'une défaillance opérationnelle de ces équipes. Dans ce contexte, il existe des situations commerciales de nature potentiellement précontentieuses, qui peuvent être qualifiées de passifs éventuels, mais que la norme IAS 37 ne permet pas de provisionner. Le Groupe rappelle que la qualité de service de ses équipes est suivie par des procédures de contrôle interne et est reconnue par le marché et, par ailleurs, l'ensemble de ses activités sont couvertes par ses contrats d'assurance professionnelle.

Note 20 – Passifs financiers

RUBRIQUES	30/06/2022	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	69 709	23 346	46 363	
Financement de créances	14 503	11 827	2 676	
Découvert bancaires	77	77		
Obligations locatives (IFRS 16)	35 851	7 069	27 390	1 392
Autres passifs financiers	31 260	2 993	28 268	
TOTAL DETTES FINANCIERES	151 401	45 311	104 698	1 392

RUBRIQUES	31/12/2021	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2022
Emprunts bancaires	59 465	63	2 035	12 180	-3 894	-140	69 709
Financement de créances	13 860			13 281	-12 638		14 503
Découverts bancaires	30			47			77
Obligations locatives (IFRS 16)	29 504	37	9 502	3 300	-3 211	-3 280	35 851
Autres passifs financiers	23 555	1 444		1 471		4 791	31 260
TOTAL DETTES FINANCIERES	126 414	1 543	11 537	30 279	-19 744	1 371	151 401

Les emprunts bancaires sont principalement constitués du crédit syndiqué conclu le 18 décembre 2018 pour un montant de 52,8M€ dont 15M€ correspondent à une ligne RCF totalement tirée au 30 juin 2022 et du PGE conclu le 5 août 2020 pour un montant de 10M€.

Les autres passifs financiers correspondent aux options d'achat des minoritaires des acquisitions du Groupe, aux prix différés d'acquisitions et aux compléments de prix d'acquisitions. Leur variation au cours du semestre résulte principalement des acquisitions significatives réalisées sur la période et de la

réévaluation d'options d'achat selon les perspectives de croissance les plus récentes des sociétés concernées.

Les financements de créances incluent des financements de créances clients pour 4,2M€ et des financements de crédits d'impôts pour 10,3M€.

Un nouveau contrat factor a été conclu au quatrième trimestre 2021 avec FactoFrance pour une période minimale de 3 ans. Il permet le financement de créances en France, en Belgique, aux Etats-Unis et au Canada. Ce nouveau financement factor améliore les conditions de financement (coût et pourcentage de financement effectif) et permet d'accompagner le financement du BFR en Amérique du Nord où la croissance est l'une des plus fortes du groupe. Il permet également le rachat sans recours d'une partie des créances. Après avoir été mis en place en France en 2021, il a été lancé en Belgique au premier semestre 2022 et sera mis en place aux Etats-Unis et au Canada au second semestre 2022.

Au 30 juin 2022, un montant net de 12,0M€ de créances a été cédé sans recours, selon les normes IFRS, dans le cadre de ce nouveau contrat, et a donc été déconsolidé du bilan en conformité avec les normes IFRS.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires sont conclus à des taux d'intérêts variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Afin de minimiser son risque de taux, le Groupe envisage de souscrire une couverture pour ce risque lorsque l'Euribor sera à nouveau positif ou sera en passe de l'être, le coût des couvertures étant trop onéreux dans la situation de marché actuelle par rapport au risque financier encouru.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux. Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Les principaux emprunts à moyen terme du Groupe sont les suivants :

- **Crédit syndiqué** : emprunt bancaire en date du 18 décembre 2018 pour un montant de tirage maximum de 50M€.
 - **Solde au 30 juin 2022 : 37.8M€**
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Remboursement semestriel
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,38 à 2,2 selon le ratio de covenant R1 atteint
 - Ratios financiers
 - R1 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations.
 - R2 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
- **Crédit Renouvelable** en date du 18 décembre 2018 pour un montant de 15M€ :
 - **Solde au 30 juin 2022 : 15M€**
 - Durée de l'emprunt : renouvelable par mois/trimestre ou semestre.
 - Remboursement à chaque échéance.
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,38 à 2,25 selon le ratio de covenant R1 atteint (voir supra).

- **Prêt Croissance Internationale** auprès de BPI France en date du 8 février 2016 pour un montant de 5M€ :
 - **Solde au 30 juin 2022 : 1,25M€**
 - Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt fixe de 2,42%
 - Aucun ratio financier applicable
- **Prêt Croissance Renforcement Structure** auprès de BPI France en date du 8 février 2019 pour un montant de 3M€ :
 - **Solde au 30 juin 2022 : 1,95M€**
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Remboursement en 16 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt fixe de 2,05%
 - Aucun ratio financier applicable
- **Prêt Garanti par l'Etat en Crédit syndiqué** : emprunt bancaire en date du 28 juillet 2020 pour un montant de 10M€.
 - **Solde au 30 juin 2022 : 10,0M€**
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Remboursement : 2 années de franchise puis 48 mensualités
 - Taux de garantie d'état : 0,5% du capital restant dû la première année, puis 1% les deux années suivantes et enfin 2% les trois dernières années
 - Taux d'intérêt variable entre les cinq différentes banques participantes au PGE

Compte tenu de l'encours financier à taux variable, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 0,5M€ (net d'impôt).

L'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

Note 21 – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2022	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2021	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	2 431	2 431		4 403	4 403	
Fournisseurs et comptes rattachés	34 052	34 051	1	38 197	38 197	
Avances et acomptes reçus	615	615		798	798	
Avoirs à établir	2 006	2 006		1 762	1 762	
Dettes fiscales et sociales	57 354	57 354		55 606	52 919	2 687
Dettes sur immobilisations				4	4	
Autres dettes	8 160	8 160		2 393	2 393	
Produits constatés d'avance	28 598	28 598		32 203	32 321	-118
TOTAL	133 215	133 214	1	135 367	132 799	2 568

Note 22 - Juste valeur des instruments financiers au bilan

En milliers d'euros 30/06/2022	Juste valeur par resultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant		28 082			28 082	28 082
Clients		82 560			82 560	82 560
Autres débiteurs		47 102			47 102	47 102
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 458				41 458	41 458
ACTIFS FINANCIERS	41 458	157 745			199 202	199 202
Emprunt obligataires (y compris <1 an)						
Autres passifs (y compris <1 an)			151 324		151 324	151 324
Fournisseurs			34 052		34 052	34 052
Autres créditeurs			36 757		36 757	36 757
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)						
Concours bancaires courants			77		77	77
PASSIFS FINANCIERS			222 210		222 210	222 210

Note 23 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Crédit syndiqué	2 976	25 076	14 476
Ligne FactoFrance (financement non utilisé)	18 811	-	24 812
Ligne SGF (financement non utilisé)	-	9 327	-
Ligne BPI France (financement non utilisé)	-	3 994	-
Lignes Espagne (financement non utilisé)	233	300	-
Lignes Canada (financement non utilisé)	-	509	-

Engagements donnés	30/06/2022	30/06/2021	31/12/2021
Garantie accordée en faveur de BlackTiger	-	-	100
Garantie donnée à Santander Espagne	150	150	150
Garanties données à la Banque Notional du Canada	-	509	-

Note 24 – Actions gratuites

L'assemblée générale du 22 mai 2018 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 14 février 2019, un plan d'action a été arrêté et porte sur 25.000 actions gratuites pour le plan AGA 2019-2.

Les 25.000 actions gratuites du Plan AGA 2019-2 se répartissent en quatre tranches, une première tranche de 10.000 actions et trois tranches 5.000 actions par année sous condition de la présence au 14

février 2020 pour la première tranche, au 14 février 2021 pour la seconde, au 14 février 2022 pour la troisième et au 14 février 2023 pour la quatrième.

La réunion du Conseil d'Administration du 26 janvier 2022 a constaté l'acquisition définitive des titres de l'avant-dernière tranche du plan AGA 2019-2.

La charge comptabilisée au titre d'IFRS 2 est de 17K€ au premier semestre 2022.

IV DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 29 septembre 2022

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général